

M. Vronf, L'école de la France
 Paris, 1984, pp. 74-90.
 « Jacobin »
 fortune et infortunes d'un mot

Quelques semaines après Thermidor, mort officielle du pouvoir jacobin, la Convention, les journaux et les clubs retentissent de plaintes sur le mauvais tour que les mots ont joué à la Révolution. Car ce sont eux qui ont créé les partis. Les hommes, eux, se sont laissé faire, mener, diviser par ces réalités artificielles. Et de compter jusqu'à vingt-deux néologismes, qui ont ruiné l'unité révolutionnaire : « feuillant, jacobin, hébertiste, intrigant, alarmiste, girondin, rolandiste... etc. ».

De toutes ces épithètes d'époque, inventions de l'esprit du temps, seule celle de jacobin a voyagé jusqu'à nous. Car on ne se dit guère « girondin », et même si la revendication régionale arbore aujourd'hui ce drapeau, on ne saurait vraiment parler en France de sensibilité girondine, sauf pour voir en elle un antijacobinisme. Précisément : le jacobinisme, lui, vit encore assez dans l'imaginaire collectif pour qu'on s'en défende, ou qu'on s'en réclame. On se dit toujours antijacobin, ou jacobin.

La première surprise est dans la forte connotation, positive ou négative, qu'a gardée l'adjectif. On peut se proclamer jacobin avec un joli mouvement de menton : c'est le jacobinisme énergétique de Michel Debré, ou celui dont le club de l'Horloge invoque, contre les « féodalités », l'esprit offensif. On peut l'avouer avec la tendresse un peu coupable qu'on nourrit pour ses jeunes années : « Oui, je reste jacobin », c'est le langage de la vieille gauche, consciente de son archaïsme sentimental. On peut enfin s'en défendre avec véhémence, comme le fait aujourd'hui le mouvement régionaliste : le jacobinisme est alors vu comme le mal français, le carcan mis à la diversité féconde, l'agent du « génocide » de nos cultures locales, l'obstacle au libre mouvement associationniste. Ce procès était encore récemment coutumier à la droite française (par-delà l'épisode de la Révolution, elle a longtemps

complaisamment reconstruit une France monarchique foisonnante de particularités) ; il est devenu il y a peu un procès de gauche, nouvelle donne politique qui ajoute une difficulté à la définition du jacobinisme. Retenons seulement que l'échange des arguments et des raisons entre les camps politiques se fait encore aujourd'hui en France au nom du jacobinisme, et nous mesurons les capacités inattendues d'extension du concept.

Lorsqu'on y réfléchit en effet, la fortune de ce qui n'était en 1792 qu'un sobriquet (qui traîne après lui, lit-on dans *Les Révolutions de Paris*, « quelque chose de sinistre et de ridicule » a été extraordinaire. Au sens strict, le jacobinisme en effet ne se confond ni avec l'histoire de la Révolution, ni avec celle d'une Assemblée révolutionnaire, ni même avec celle du club des Jacobins qui fut d'abord constitutionnel, puis libéral. Le véritable territoire historique du pouvoir jacobin se réduit aux quatorze mois de la dictature montagnarde. En bonne logique, on ne devrait se dire jacobin que dans l'adhésion au système de gouvernement et d'opinion né pendant ce bref épisode. Or on voit communément l'adjectif servir à désigner l'esprit de la Révolution tout entière, voire la sensibilité républicaine. On l'a vu invoquer (par Gaston-Martin) pour définir la Résistance, « descendante la plus authentique de la grande tradition jacobine ». On en a fait tantôt le synonyme de patriote, tantôt d'anticlérical. Un coup d'œil sur les dictionnaires et les encyclopédies achève de convaincre de l'élasticité du concept ; parfois l'énergie paraît suffire à définir les Jacobins : L'encyclopédie Larousse, le Littré les voient comme les partisans « les plus ardents » de la Révolution ; parfois c'est la démocratie « avancée » (Quillet) ; parfois même, ce qui est un comble, l'épithète paraît — tel est le sentiment de la *Britannica* — pouvoir s'appliquer à « quiconque a des tendances libérales par opposition aux pouvoirs autoritaires ». Pour parodier le langage inventé par les Jacobins eux-mêmes, on pourrait parler de « l'hydre du jacobinisme », animal sans cesse rebourgeonnant, à la malléabilité indéfinie. Il est clair que ce caractère sournois et protoplasmique prospère sur l'absence de définition. Le jacobinisme est plus souvent nommé, supposé, postulé, adulé ou conjuré que défini.

Il faut donc avant tout chercher à le faire. Chemin faisant, on comprendra peut-être pourquoi l'épisode jacobin est devenu synonyme de la Révolution française tout entière. Comment le concept de jacobinisme a migré de l'histoire à la philosophie politique et même à la psychologie collective. Au prix de quels oublis, remaniements et recharges il peut être aujourd'hui encore utilisé, et par qui.

LES SEPT PILIERS DU JACOBINISME

Dans le corbillon du jacobinisme, que met-on, qu'a-t-on mis au gré des époques ou des humeurs ? Beaucoup d'objets disparates. Pour chacun d'eux il faudrait procéder à une soigneuse vérification d'identité. Dire s'il est réellement jacobin, s'il l'est exclusivement et pourquoi.

Centralisme politique.

Qui dit jacobin dit centralisateur. Par cette équivalence inusable commence toute entreprise de définition. Encore n'est-ce pas si simple puisqu'il faut aussi, en suivant un texte fameux de Tocqueville, distinguer un centralisme politique d'un centralisme administratif. Le centralisme politique, « la concentration dans un même lieu et dans une même main du pouvoir de diriger les intérêts communs à toutes les parties de la nation », de décider des lois générales et de mener la politique étrangère, n'est évidemment nullement une création jacobine et pas même une création révolutionnaire. Si on a pris l'habitude de définir le jacobinisme comme un nationalisme, ou un patriotisme exclusif, c'est au terme d'une série de relais qu'il faudrait minutieusement repérer (ainsi l'adjectif *nationalist* est apparu dans la langue anglaise essentiellement pour désigner les excès du patriotisme jacobin) et en raison de la forte dramaturgie de l'événement révolutionnaire, qui oppose l'activisme salvateur des Jacobins aux menaces mortelles qui pesaient en l'an II sur la France et la République. Aujourd'hui, quand Michel Debré s'affirme jacobin, c'est essentiellement dans le souci de mettre au premier plan des aspirations politiques la défense de l'indépendance et de la grandeur de l'État-Nation. Et il est vrai de dire que la Révolution a donné à cette volonté son imagerie épique, mais il est au moins abusif de désigner par le seul adjectif « jacobin » un sentiment qui a eu des incarnations historiques diverses et qui n'est pas né en l'an II.

Centralisme administratif.

L'autre centralisme, le centralisme administratif, consiste, si nous suivons toujours Tocqueville, à concentrer dans un même lieu et dans une même main la capacité de diriger les intérêts non

plus communs, mais « propres à chacune des parties de la nation » ; et, pour ce faire, à se rapporter non aux mœurs, aux habitudes et aux convenances locales, mais à un système élaboré au siège du gouvernement et partout appliqué par ses agents. Ce centralisme-ci paraît devoir tenir de plus près au jacobinisme, qui préconisait par la voix de Saint-Just « l'entière abstraction de tout lieu ». C'est lui, en tout cas, qui est constamment dénoncé dans le discours régionaliste comme ayant pris au lacet de l'unitarisme un foisonnement profus et vivant de différences locales. Il faut s'arrêter un peu à cette conception si répandue du centralisme administratif. Est-il véritablement jacobin ?

S'il l'est, il ne l'est en tout cas ni absolument ni exclusivement. Ni absolument, car définir — comme le font les mouvements régionalistes — le jacobinisme comme un antifédéralisme, c'est ne pas voir que le « fédéralisme » a été un monstre polémique, qui ne recouvrait aucune revendication réelle pour des droits régionaux particuliers. Ni exclusivement, car les intendants d'Ancien Régime et les préfets napoléoniens pourraient incarner la centralisation administrative française aussi bien que les représentants montagnards en mission. Beaucoup mieux même, pourrait-on dire. La centralisation jacobine, œuvre du décret de frimaire an II, est une mesure expéditive, hâtivement superposée à la décentralisation inaugurée en 1789. Elle consiste à remplacer les procureurs-syndics des districts et des communes par des agents nationaux que nomme et révoque le Comité de salut public. Districts et communes voient donc disparaître leur indépendance administrative, mais la centralisation laisse en dehors d'elle le département. Le caractère de bricolage, improvisé et haletant, du décret de frimaire peut donc permettre aux partisans des Jacobins de plaider les circonstances atténuantes. Les Jacobins ne portent pas — ou beaucoup moins que d'autres — la responsabilité d'un centralisme inauguré avant eux, perfectionné après eux et accepté par eux, comme l'écrit Lanfrey, avec « l'épée de l'étranger et le poignard des conspirateurs sur la gorge ».

La défense oubliée, et ceci fait comprendre que le jacobinisme ait pu malgré tout incarner la résistance française aux tendances centrifuges, l'appauvrissement de la vie locale, la révérence de la hiérarchie, que, si improvisée, si inégale qu'elle ait pu être sur le terrain, la centralisation jacobine a été une mesure efficace. Les agents nationaux, chargés par le Comité de salut public de quadriller le territoire, rendaient des comptes tous les dix jours à Paris, exécutaient les décrets, risquaient la révocation quand ils ne le faisaient pas, ou mal. La disparition des corps intermédiaires aggravait évidemment le dispositif, comme elle facilitera la mise

en place de la Constitution de l'an VIII qui ne trouvera plus en face d'elle que des individus, cadeau gracieux fait à Napoléon par la Révolution. Bien qu'il parle des préfets et se réfère donc au système de l'an VIII, c'est le souvenir de l'efficacité jacobine qui fait donner à Cormenin cette frappante illustration du centralisme : « Au même instant le gouvernement veut, le ministre ordonne, le préfet transmet, le maire exécute, les régiments s'ébranlent, les flottes s'avancent, le tocsin sonne, le canon gronde et la France est debout. »

Salut public.

Ici, du reste, gît un des problèmes les plus épineux du jacobinisme : celui de la perméabilité entre l'épisode jacobin et l'épisode césariste. Va-t-on, comme le fleuve à la mer, du 31 mai au 18 brumaire, du putsch jacobin au coup d'État bonapartiste ? Laissons de côté cette question test de l'historiographie française au XIX^e siècle, pour ne retenir que la complaisance montrée à l'épisode jacobin par des familles politiques très diverses, mais réconciliées autour de l'idée que la maîtrise de l'espace français par un pouvoir central est bonne — « notre belle centralisation », disait Michelet —, qu'elle soit mise en œuvre par la monarchie absolue, par le césarisme, ou par le gouvernement révolutionnaire.

Et d'autant que celui-ci bénéficie du romantisme austère de la politique de salut public, autre ingrédient nécessaire d'une définition du jacobinisme. Car le centralisme administratif de l'an II naît de la tragédie de la guerre civile et étrangère, qui impose la suspension de la Constitution de l'an I, la dure nécessité de déclarer le gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix, illustrées par la célèbre phrase prononcée par Saint-Just le 10 octobre 1793 : « Dans les circonstances où se trouve la République, la constitution ne peut être établie, on l'immolerait par elle-même. » Le jacobinisme, une fois de plus, n'est pas l'inventeur des nécessités du salut public, que la monarchie avait déjà connues. De Richelieu, Augustin Thierry écrit qu'il avait su élever « la royauté comme l'idée vivante du salut public » — et on pourrait donc récuser l'équivalence du jacobinisme et du salut public. On n'en comprend pas moins pourquoi le pli a été pris d'identifier le jacobinisme à l'argument des circonstances, à la compréhension des nécessités d'une dictature provisoire. C'est que là encore l'actualité forte de la Révolution a joué sa partie, comme l'éclat des formules par lesquelles les Jacobins ont défini le gouvernement révolutionnaire.

Tout d'abord, le règne de l'extraordinaire n'y a été nullement camouflé. Il a été juridiquement défini (« Il ne faut point suivre ici le principe ordinaire, dit Cambacérès. Il ne doit y avoir aucune séparation entre le corps qui délibère et celui qui exécute »), métaphoriquement exalté (la Convention retentit alors des invocations aux *éclairs* et à la *foudre* de l'autorité centrale), et métaphysiquement fondé comme monde à l'envers. Nul n'a mieux illustré que Robespierre ce retournement de la Révolution, où bascule tout l'individualisme des droits de l'homme : « Sous le régime constitutionnel, il suffit presque de protéger les individus contre l'abus de la puissance publique ; sous le régime révolutionnaire, la puissance publique est obligée de se défendre contre les factions qui l'attaquent. » L'antinomie de l'époque révolutionnaire et de l'époque constitutionnelle est au cœur du jacobinisme.

De là, bien sûr, naît l'identification des ennemis de l'intérieur aux ennemis de l'extérieur et la nécessité de briser toutes les résistances par une « force coactive » unique, la Terreur. Terreur acceptée et même exaltée, puisque par la vertu de cette assimilation entre tous les ennemis de la Révolution, elle paraît ne frapper que des étrangers au corps national et ne pas toucher à la Nation elle-même : nécessaire et bonne comme la Nature, simple coup de vent qui, comme le dit Garnier de Saintes, fait tomber « les fruits véreux et laisse à l'arbre ses bons fruits ». C'est ce consentement à la Terreur qui donne au jacobinisme sa charge de fascination tragique ; il fait comprendre pourquoi le jacobinisme, quoique n'ayant pas été le seul épisode de notre histoire à ériger en dogme le salut public, a fini par en présenter l'incarnation même.

Manipulation des élus.

N'y a-t-il rien qui soit proprement l'invention du jacobinisme ? Ce à quoi on ne pense paradoxalement plus aujourd'hui en se déclarant jacobin, et même antijacobin, c'est à ce qui est proprement jacobin, c'est-à-dire à l'ensemble des moyens par lesquels un club exerce sa domination sur une Assemblée élue. Rien ne fait mieux comprendre les mécanismes par lesquels s'impose cette domination que les premières semaines de la Convention, au moment où les camps sont encore mal dessinés, les groupes perméables, où le club des Jacobins a des concurrents, et hors du règne de la Terreur. De septembre 1792 à janvier 1793, on voit se mettre en place les pièces principales du système. Premier épisode, le jour même où la Convention se réunit : le Club s'arroge le droit de dissoudre

les autres clubs, identifiés aux rassemblements équivoques où seule peut chercher à s'exprimer l'« intrigue ». Puis c'est le tour des députés : pourquoi ne les voit-on pas tous dans la salle des Jacobins ? On les en presse, et comme ils renâclent, la machine de l'exclusion se met en route. Fauchet pour commencer, puis Brissot : l'épuration s'aggravera sans cesse jusqu'à être systématiquement organisée par l'exigence faite à chacun des membres du Club de produire sa biographie (qu'étais-tu en 89 ? Quelle fut ta fortune ? Si ta fortune est augmentée, quels moyens as-tu employés ?). Parallèlement on prépare l'élimination des témoins des séances. Trop de journalistes dans la salle, un seul suffirait bien. Au moins faudrait-il un « bureau de censeurs » pour examiner les comptes rendus des séances. Au contradicteur anonyme qui fait grief au Club de ressusciter ainsi les censeurs royaux, on rétorque qu'une censure jacobine n'en est plus une. Du reste, si le journal est « à la louange des Jacobins », le journaliste pourra aisément obtenir, avec une carte de travailleur émérite et d'écrivain patriote, « le privilège de continuer ».

Cette sourcilieuse surveillance vise en premier lieu les opérations de la Convention elle-même, sur laquelle il s'agit de peser efficacement. À peine le comité de constitution est-il formé, le 29 septembre 1792, que Danton imagine de le doubler en formant aux Jacobins un comité auxiliaire de constitution pour élaborer un contre-projet. C'est rue Saint-Honoré que doivent se préparer, que « mûrissent », comme dit Saint-Just, les lois et les décrets de la Convention et les interventions qui auront lieu à la tribune. Ce sera bientôt dit de façon très crue : en avril 1793 on entendra Robespierre jeune apostropher les tribunes du Club — car le club des Jacobins, trait essentiel, rassemble des membres inscrits sous les yeux de participants non inscrits : « Il faut que vous veniez à la barre de la Convention nous *forcer* de mettre en état d'arrestation les députés infidèles. » Bien avant que la Terreur ne destine à la guillotine ceux des députés qui n'ont pu être « épurés », aux Jacobins se met donc en place le contrôle de la Convention par les groupes qui, sous des enseignes hétéroclites (vainqueurs de la Bastille, femmes patriotes, hommes du 10 août), vont porter dans son sein la revendication jacobine.

Pédagogie politique.

Ce qui s'affirme à travers tous ces procédés, c'est la prééminence d'un lieu et d'une parole. Le lieu est celui que dessinent les murs conventuels du Club, seul espace où peut se concentrer

le bien public ; dès le 21 septembre 1792, où s'ouvre la Convention, le citoyen Guiraut proclame qu'« *ici* seulement s'agitent toutes les grandes questions relatives à l'intérêt du peuple ». Huit jours plus tard, le président des Jacobins invite tous les membres de la Convention à se réunir au sein du Club ; vœu qui, s'il était exaucé, aboutirait à consacrer un seul espace de discussion légitime : aux Jacobins et aux Jacobins seulement on est « sous les yeux du peuple ». Partout ailleurs ne peuvent se former que des « intrigues ».

Dans l'espace légitime naît d'autre part la parole consacrée : la « motion », ou la circulaire imprimée, d'autant plus contraignante qu'elle est anonyme, et qu'elle voyage de la société mère aux deux ou trois mille sociétés provinciales. La force du jacobinisme ne se tire pas en effet du seul Club parisien, mais des sociétés affiliées qui répercutent la bonne parole. Rue Saint-Honoré, on attache une importance toute particulière au comité de correspondance, gardien sourcilieux de l'orthodoxie, chargé de faire parvenir à la France profonde la langue péremptoire et désincarnée des circulaires, mais également soucieux d'amender le discours qui remonte de cette France profonde vers Paris. Remarque-t-on, par exemple, que les adresses de quelques sociétés provinciales ont l'étourderie fâcheuse d'accoupler les noms de Robespierre et de Marat ? Le comité de correspondance envoie à l'instant aux sociétés filles les « portraits de ces deux amis du peuple ». Chacun pourra y remarquer des « nuances sensibles », dispensera son estime selon les mérites de chacun, cessera de les confondre. Il s'agit de produire l'interprétation droite, et de la faire reproduire : c'est l'éducation politique de tout un peuple.

Le caractère volontariste de cette entreprise a souvent été souligné, notamment par Gramsci, comme si cette organisation était le fruit d'une volonté très consciente et très sûre d'elle-même, adaptant à chaque instant sa stratégie à sa tâche historique, et comme si le consensus obtenu était le fruit d'un simple tour de main. C'est trop accentuer l'extériorité entre manipulateurs et manipulés, augmenter le cynisme et affaiblir la sincérité, faire trop de cas des personnes et pas assez du groupe, dont on sous-estime les capacités de fonctionnement autonome. Cochin lui-même, qui le premier a perçu et décrit la force de ces mécanismes anonymes, hésite toujours entre deux analyses du jacobinisme : celle qui produit l'orthodoxie par des moyens conscients et celle où triomphe l'inconscient collectif. Or rien, ici, ne permet de supposer le calcul cynique des participants. Le jacobinisme, c'est la production d'une croyance collective telle que la liberté des individus n'est jamais ruineuse pour la croyance, que les bouches peu-

vent bien s'ouvrir, elles ne feront rien d'autre que répéter la bonne parole. Bonne n'est pas pris ici ironiquement : tout membre des Jacobins est sûr que la société mère est une bonne mère, qui les protège de l'agression du réel. Bien que le groupe n'en finisse pas d'exclure, ou précisément à cause de cette opération, qui renvoie aux ténèbres extérieures les ennemis de la société, aucun des membres ne perçoit le groupe comme un groupe mais comme le tout. Si les Jacobins sont une « faction », comme on les en accuse de toutes parts, alors le peuple en est une aussi. Les Jacobins ne peuvent être une faction, puisqu'ils les ont toutes détruites, ils sont le peuple enfin rendu à sa pureté. Dans cette équivalence tient le jacobinisme.

Suspension de la réalité.

Comment une telle croyance est-elle rendue possible ? D'abord par la clôture de la société, qui est une suspension de l'épreuve de réalité : le désinvestissement par rapport à la réalité extérieure y est, comme dans le rêve, maximal. Écoutons Camille Desmoulins s'écrier le 17 mai 1793 aux Jacobins : « En matière de conspiration, il est absurde de demander des faits démonstratifs, il suffit d'indices violents. » Le « principe » ici triomphe toujours du fait.

Ce qui fabrique d'autre part la croyance, c'est la fusion des membres de la société dans un langage archaïque, répétitif, incantatoire, anonyme, où ce qui compte n'est pas la capacité d'information, mais le retour des mots clés, le martèlement des formules, le vocabulaire réduit (lui-même « épuré ») ; discours où le mot compte plus comme signal que comme signe et qui accomplit en chacun la substitution du moi idéal de la société jacobine au moi individuel : coercition intériorisée, réussie bien au-delà de la manipulation cynique ou du contrôle politique.

L'un social.

Ce qui sous-tend cette illusion jacobine — utopie et uchronie tout à la fois —, c'est la vertu indivisible du peuple, d'où découle son unité obligée. « Le peuple est bon, les délégués sont corruptibles. » Il faut donc supprimer et dépasser la représentation par des rapports directs, transparents avec le peuple. La méfiance de toute médiation, l'horreur de tout isolement — toujours soupçonné de

cache une volonté criminelle de séparation — expliquent la transformation jacobine du représentant du peuple en mandataire. Fondé sur l'idée que la volonté générale ne peut se représenter, appuyé sur les béquilles du mandat impératif et de la remise en cause fréquente du mandat, le jacobinisme conçoit la liberté comme l'envers de l'indépendance individuelle. De la conviction que des hommes également épris du bien public ne peuvent être séparés dérive, dans la logique même du système, l'impossibilité d'imaginer des droits pour une opposition. Au Parlement anglais, Robespierre dédie ce propos hautain : « Sublime Parlement de Grande-Bretagne, citez-nous vos héros. Vous avez un parti de l'opposition. Chez vous le patriotisme s'oppose, donc le despotisme triomphe. La minorité s'oppose, donc la majorité est corrompue. » L'essence du jacobinisme est dans l'impossibilité de concevoir une volonté populaire divisée, une frontière entre minorité et majorité, entre sphère publique et sphère privée. Le monde du jacobinisme est celui de la déclaration, celui où Saint-Just imagine que chaque année, au Temple, tout homme doit déclarer ses amis, annoncer ses engagements et donner les motifs de ses ruptures ; où tous les dix jours les citoyens assemblés examinent la vie privée des adolescents et... des fonctionnaires, où tout rassemblement, fût-il celui des repas fraternels, que dénonce Barère, est une coterie, bientôt noyauté par les suspects ; où le for intérieur lui-même est criminel. Cet idéal de parfaite visibilité sociale et psychologique est le fond du jacobinisme.

Centralisme gouvernemental, centralisme administratif, politique de salut public, manipulation des élus, éducation politique des masses autour d'un langage unique, suspension de la réalité, abolition de la frontière qui sépare le public du privé, voilà au moins sept ingrédients d'une définition du jacobinisme.

Égrener ainsi ces sept sens l'un après l'autre ne va pas sans quelque gaucherie hésitante : pourquoi pas un huitième encore, un neuvième ? Mais justement : le jacobinisme, tel qu'il est perçu au sortir de la Révolution française, présente de multiples faces à ses observateurs ; de fait, on les voit l'aborder différemment, invoquer inégalement les significations ici distinguées, elles-mêmes du reste inégalement jacobines au sens strict. Il n'y a pas alors de voie obligée d'accès à l'étude de l'épisode jacobin. Le jacobinisme n'est pas encore un système, mais une nébuleuse, dont les éléments jouissent d'une relative autonomie. Tout le XIX^e siècle va en débattre, en jouer, en prendre et en laisser.

discorso
del 5/12/1793

Robespierre



Ce que montrent en effet les arguments échangés par les historiens du XIX^e siècle, c'est l'indépendance prêtée aux éléments qui composent le jacobinisme. On convient alors sans trouble qu'il est possible d'être partisan du centralisme politique sans l'être du centralisme administratif, Auguste Comte comme Tocqueville le disent fort bien. On peut encore être partisan de l'un et de l'autre sans se montrer pour autant dévot de la dictature, ce qu'illustre Michelet. On peut aussi exalter l'héritage révolutionnaire en répudiant fermement la Terreur, ce que font Quinet et Ferry. Bref, le XIX^e siècle estime qu'on peut, qu'on doit, trier dans l'héritage jacobin, et il ne s'en prive pas. Il trie, du même coup, dans tout l'héritage révolutionnaire, qu'il ne fait pas tenir dans le temps court de la dictature montagnarde. La Révolution est loin encore d'être considérée comme un bloc : il y a ceux qui célèbrent 93 et réprouvent 89 ; il y a aussi ceux qui célèbrent 89 et réprouvent 93. François Furet a rappelé le caractère vivant et dense de cette discussion, dont nous avons presque oublié l'existence.

Si nous l'avons à ce point occultée, ce n'a pu être qu'au prix d'une redéfinition. Nous avons vécu en effet le remaniement de la riche polysémie du jacobinisme. Entre tous les sens possibles, nous en avons élu et cajolé un : la politique de salut public est devenue l'étoile fixe du jacobinisme, autour de laquelle toutes les autres se sont mises à graviter, et sur laquelle se sont désormais guidés tous les explorateurs de l'histoire révolutionnaire. Pourquoi ce privilège ? Il a sûrement tenu à des raisons circonstancielles : deux guerres mondiales ont redonné en France quelque consistance et quelque crédibilité à l'image de la Patrie en danger, du territoire menacé, et ouvert une nouvelle carrière à l'idéologie du salut public sur laquelle ont longtemps prospéré à la fois le gaullisme et le communisme. Mais il a tenu aussi à des raisons de commodité formelle. Non que le salut public soit au sens strict, comme nous l'avons vu, un élément plus jacobin que les autres. Mais, de tous, il est le plus extérieur. Tel l'aimant qui rassemble la grenaille, il attire impérieusement à lui toutes les autres significations et les unifie quoi qu'elles en aient : c'est la dure nécessité du salut public qui paraît ainsi engendrer la centralisation, la révérence pour le pouvoir fort, l'obsédant souci de surveiller et de punir. Enfin, au-delà de ses vertus unificatrices et simplifiantes, il offre l'avantage incomparable de rendre presque superflue la discussion détaillée des procédés du jacobinisme : il permet de les justifier tous à la fois et... de les oublier.

Un jacobinisme de droite.

La mise en évidence, au sein d'un jacobinisme complexe, de cet élément vigoureusement hiérarchisant a eu de multiples conséquences : une de celles qui, au sortir de la Révolution, auraient paru le plus incongrues est la naissance de ce qu'on appelle « la droite jacobine ». Un jacobinisme de droite était au siècle dernier un monstre improbable. S'il paraît y en avoir aujourd'hui, c'est en raison du ralliement à la Révolution française d'une sensibilité inassimilable au libéralisme des notables — et du reste allergique à « l'horrible XIX^e siècle » ; populiste, dressée contre les « gros » et soupçonneuse à l'égard des intérêts privés, révérente de l'autorité de l'État, ivre du sacrifice de chacun au bien public, elle a été exemplairement incarnée par un homme comme Alexandre Sanguinetti. Au fond de cette philosophie historique, qui appelle volontiers à une « nouvelle résistance », il y a, comme dans la Révolution française en effet, la croyance à l'élection d'un peuple, à l'identification miraculeuse du droit des hommes et du combat français. Cette sensibilité n'a pas vraiment réussi à constituer en France une force politique, mais elle atteste la proximité des rêves et des passions d'une certaine droite et d'une certaine gauche françaises, souvent réconciliées, sans se l'avouer, dans la religion de la grandeur et de l'unité nationales.

Précisément : dans la désignation privilégiée du salut public comme essence du jacobinisme tient la dérive actuelle de la discussion vers le seul problème de l'unité nationale. C'est le sens que les deux immédiates après-guerres, avec leurs réflexes remontés de défense nationaliste, ont donné au jacobinisme et à l'esprit jacobin, crédités d'avoir sauvé une fois de plus la patrie, contre des ennemis imperturbablement « fédéralistes ». Les années qui suivent 1919 et 1945 montrent en effet aux aspirations et aux revendications régionales une méfiance revigorée : 1919 sonne le glas des sociétés d'érudition locale. En 1925, Anatole de Monzie ose proclamer : « Pour l'unité linguistique de la France, la langue bretonne doit disparaître. » Et il choisit de le faire en inaugurant à l'exposition des Arts décoratifs le pavillon de la Bretagne. L'esprit régionaliste est alors d'autant plus suspect qu'apparaît l'autonomisme alsacien — de tous le plus dangereux, le moins intelligible. Ce climat renaît, identique, après 1945 : même la démocratie chrétienne, seule entre les familles politiques françaises à avoir durablement montré quelque sympathie aux corps intermédiaires, fait alors machine arrière : le programme du M.R.P. de novembre

1945 dénonce la menace de fédéralisme qui reparait dans toutes les crises nationales et affirme que « le dogme de la République une et indivisible correspond à un profond élan national ».

On a vu ainsi se styliser et s'appauvrir le foisonnement de significations qu'offrait au XIX^e siècle le concept du jacobinisme. Ceux qui se disent aujourd'hui jacobins ne songent plus ni aux noyades, ni à la guillotine, ni aux moyens de manipulation des masses ; s'ils cèdent toujours à la durable attraction que le pouvoir fort exerce sur la sensibilité française, ce n'est pas consciemment. Ils ne se définissent explicitement que par référence à la cohésion nationale et par méfiance des mouvements régionaux. C'est sous la bannière de l'identité et entraînés par la suspicion des différences qu'ils définissent leur place et leur combat.

Révolution bolchevik et révolution jacobine.

Mais quelque chose d'autre encore nous sépare du XIX^e siècle et de sa vision fraîche du jacobinisme : c'est l'identification rétrospective du jacobinisme à toute la Révolution française, elle-même produit de l'identification à la Révolution russe. À partir d'octobre 1917 en effet, une nouvelle histoire commence, une deuxième nation-phare est née, un nouveau modèle autoritaire est exposé. C'est à travers les bolcheviks qu'on cherche à comprendre les Jacobins, et cela n'est pas seulement vrai des partisans de la révolution d'Octobre : même un auteur aussi peu complaisant que Talmon estime qu'entre « la conception jacobine d'un conflit endémique des forces de vertu et d'égoïsme au sein de la société »¹ et l'idée marxiste de lutte des classes, il n'y a qu'un pas, aisément franchi. L'héritage jacobin, revendiqué par les bolcheviks eux-mêmes, réanalysé par les historiens français dans une comparaison terme à terme avec l'aventure soviétique, dignifié comme anticipation, voit donc à la fois ses moyens justifiés et son sens rétrospectivement étendu : jacobin devient synonyme de révolutionnaire, l'épisode jacobin emblématique de la Révolution tout entière.

Reprenons les uns après les autres les éléments de cette réinterprétation. D'abord il est vrai de dire que l'héritage jacobin a été explicitement revendiqué par les bolcheviks eux-mêmes. On n'a que l'embarras du choix des exemples, des statues et des biographies dédiées à Robespierre — dès 1918-1919 — aux déclarations explicites de Lénine sur la signification qu'accordent respectivement au jacobinisme les historiens de la bourgeoisie et du prolé-

1. J.-J. TALMON, *La Démocratie totalitaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1966.

riat, les premiers enclins à y lire une décadence et les seconds une progression. On peut tenir pour négligeable le problème de savoir s'il y a eu, ou non, une imitation consciente. Lénine jurait qu'il ne pastichait pas les Jacobins, mais il étudiait leurs techniques et éprouvait le besoin de s'enraciner dans leur tradition. Dès 1905, il assigne comme but aux « Jacobins de la social-démocratie » d'« élever la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine à la conception conséquente du prolétariat ». En 1918, il estime être « à peu près aujourd'hui au niveau de 1793 ». Évidente aussi est la contamination par le vocabulaire jacobin du discours bolchevik, vite colonisé par les « chouans », la « levée en masse », les serments « d'exterminer sans merci les ennemis de la liberté » ; jusqu'à ce qu'on voie Trotski et Bernstein flétris par Lénine de l'épithète de « girondins ».

Très vite le parallèle entre les deux révolutions est explicitement entrepris : dès 1920, Mathiez lui consacre une petite brochure¹, dont le retentissement sera considérable. Lui aussi commence par mettre les deux dictatures sous le signe identique du salut public, de la double lutte contre les ennemis du dehors et du dedans. Après quoi il s'ingénie à montrer que d'une révolution à l'autre il s'agit des mêmes hommes, pas du tout les aventuriers de bas étage qu'on a décriés, mais une élite bien titrée, confortablement rentée, et d'énumérer les diplômes universitaires et les certificats de bourgeoisie, voire de noblesse, de Kamenev, Hérault de Séchelles, Zinoviev, Lénine et Couthon. Ces hommes partagent la vision prospective d'une société unifiée, la volonté de forger une nation vertueuse, le sens de la réforme intellectuelle et morale. Enfin ils usent des mêmes moyens, commandés par la compréhension réaliste du salut public et le goût de l'ordre. Tout proteste contre les procédés « hébertistes » que certains, Mathiez n'en croit pas ses yeux, attribuent à Lénine. Celui-ci en réalité s'ingénie à faire de l'ordre avec du désordre, à mettre au travail les ouvriers indolents et à réduire les paysans rebelles. Bref, des méthodes identiques à celles des Jacobins, mais, ici, « perfectionnées ».

À ce parallèle académique il y a quelques difficultés, que Mathiez aperçoit bien. On pourrait objecter, par exemple, que des communistes s'opposent nécessairement à des individualistes bourgeois. Oui, mais les uns et les autres exproprient, confisquent, réquisitionnent : la propriété est moins révérée par les Jacobins qu'on ne croit et plus respectée qu'on ne dit par les bolcheviks. On pourrait dire aussi que le patriotisme jacobin contraste avec l'inter-

1. A. MATHIEZ, *Le Bolchevisme et le jacobinisme*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1920.

nationalisme bolchevik : c'est ne pas voir que chez les uns et les autres la religion d'une nation missionnaire va main dans la main avec l'interventionnisme international. On peut donc écarter ces réserves, relativisées de toute manière par la différence des lieux et des temps.

Le point sur lequel Mathiez a le plus de mal à boucler sa démonstration est précisément celui qui est au cœur de la polémique de Lénine avec Rosa Luxemburg et Trotski : le jacobinisme, s'il doit être considéré comme la forme radicale de la Révolution bourgeoise, devrait en bonne logique être rejeté comme contradictoire de la Révolution prolétarienne. C'est bien ainsi que Gramsci interprète le jacobinisme dans ses écrits de jeunesse (c'est le moment où la Révolution russe lui paraît, sur la foi d'informations un peu hâtives, représenter, avec ses prisons ouvertes, ses détenus libérés, sa libre compétition politique, ses masses livrées à l'initiative spontanée, son parti réduit à un rôle de prédication et d'incitation pédagogiques, la révolution antijacobine par excellence) : le jacobinisme est le système par lequel la bourgeoisie défend ses intérêts particuliers. Dès qu'on admet cette définition, on voit à plein les défauts du jacobinisme : son fanatisme utopique, sa violence arbitraire, sa capacité à fabriquer des trahisons dès lors que le scénario qu'il a imaginé ne se déroule pas selon ses prévisions.

La manière dont Mathiez réussit à le tirer de ce mauvais pas est promise à un bel avenir. Pour sauver le jacobinisme de cette identification mortelle avec les intérêts de la bourgeoisie, il faut et il suffit de montrer que le jacobinisme a su « dépasser » son contenu bourgeois par son alliance avec les masses populaires : la politique agraire est le maillon essentiel de cette stratégie imposée par les forces adverses, qui élargit la base sociale du jacobinisme et déborde les intérêts corporatifs de la bourgeoisie. Le revirement de Gramsci, dont Mathiez entraîne la conviction, fait très bien comprendre la fortune de cette explication. Dès que Gramsci aperçoit dans l'épisode jacobin le « dépassement » décrit par Mathiez — c'est-à-dire la promesse de l'égalité économique et l'annonce d'une seconde révolution —, il accepte d'un cœur léger les moyens qui lui paraissaient intolérables. Désormais, et fort classiquement, le fanatisme jacobin devient énergie, la violence permet de progresser « sans compromis », la suspension du droit est tolérée comme moyen révolutionnaire de créer la nation. Il aperçoit toujours, comme du reste Mathiez, l'illégalité jacobine, le 31 mai, le scrutin à main levée, la guillotine, le contrôle du Club sur les députés. Mais, comme aussi Mathiez, il prend tous ces moyens à la fois dans un réseau impressionnant d'« adéquations ». À période d'exception répondent les mesures d'exception. Surgissent alors

des hommes « adéquats » à leurs tâches historiques, qui se donnent des moyens « adéquats » à leurs fins. Dans cette miraculeuse harmonie, ce gigantesque ajustement, disparaît pour longtemps le caractère problématique de la Terreur, qui était au centre de la discussion du XIX^e siècle ; on ne pourra plus l'évoquer sans paraître réciter Joseph de Maistre ou céder à une « stratégie de l'épouvante »¹.

Le jacobinisme se voit ainsi dignifié comme l'anticipation géniale d'une révolution plus complète. On rend hommage aux Jacobins d'avoir fait à celle-ci cadeau d'idées, d'usages et de modèles, d'avoir préfiguré le centralisme démocratique, l'armée politique, la dictature du prolétariat. Reste à dire, c'est évidemment la difficulté majeure de Mathiez et de ses épigones, comment la Révolution bourgeoise a pu fournir un modèle à la Révolution prolétarienne tout en restant bourgeoise. Lénine, il est vrai, leur est venu en aide en faisant des Jacobins des « révolutionnaires qui vont jusqu'au bout ». Au bout de quoi exactement ? De leurs objectifs proprement bourgeois. Oui, mais aussi, selon Claude Mazauric², un peu « au-delà ». Sans trop rêver sur cet au-delà du bout, propre à donner le vertige, on saisit ce que cette adjonction à Lénine est destinée à maintenir : d'une part, puisque la bourgeoisie jacobine est allée « au-delà » d'elle-même, en assurant le contrôle de l'économie et en débattant du principe de la propriété, elle a gagné ses galons de révolution populaire ; d'autre part, puisqu'elle n'a pu malgré tout faire autre chose que d'être ce qu'elle était — rester bourgeoise —, on peut établir que l'épisode jacobin est l'accomplissement même de 1789 : 1793 est contenu dans 1789, comme 1917 dans 1793.

Notre propos ici n'est pas d'énumérer les embarras de cette bourgeoisie qui n'est véritablement elle-même qu'en allant contre ses intérêts immédiats — quand elle les retrouvera, après Thermidor, sera-t-elle moins « bourgeoise » ? — et d'autant plus bourgeoise qu'elle est plus populaire, mais de mesurer les traces que cette interprétation a laissées dans la définition commune du jacobinisme. On comprend mieux, à travers elle, comment le jacobinisme a pu devenir cette structure gonflable ; étiré jusqu'en 1789 qui le contenait en germe, il s'envole jusqu'en 1917, qui l'accomplit. Ce qu'il gagne en extension, il le perd en précision historique, mais c'est aussi pour lui le moyen de faire une prodigieuse carrière

1. Claudine WOLIKOV, « Jacobins et jacobinisme », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 1979.

2. Claude MAZURIC, « Le pouvoir jacobin : réalités et problèmes d'interprétation », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice-Thorez*, 1979.

à l'intérieur de la gauche française : héritière de la Révolution française, fascinée par la Révolution russe, elle donne pour longtemps son cœur et mêle son histoire à ce jacobinisme atmosphérique et œcuménique, toutes amarres rompues avec l'événement proprement jacobin et avec son cortège de déplaisants souvenirs.

*

Or, c'est cette longue alliance, ce jacobinisme comme naturalisé à gauche, qui est en train de se défaire sous nos yeux. Tout aujourd'hui paraît refluer à la fois : la conjoncture de salut public s'éloigne et s'oublie, la foi dans la nouvelle nation pilote, dans l'État qui a repris en main le projet jacobin de l'entière maîtrise du social s'est tout à fait retirée. Recule enfin la croyance dans les compétences illimitées et la bienfaisance absolue de l'État central. Ce que découvre cette marée basse, c'est ce que nous avions oublié : la Terreur, d'abord, de nouveau bien voyante, impossible à habiller décevant de l'argument des circonstances, et la violente antinomie des moyens et des fins. Mais aussi la mauvaise pente de l'histoire française, l'habitude de la subordination, le consentement à la réglementation despotique caché dans le désir d'homogénéité, la fascination du Pouvoir majuscule qu'on avoue encore en fulminant à tout va contre lui. La discussion du jacobinisme, du même coup, passe à nouveau, comme au siècle passé, au milieu de la gauche. Une tradition de gauche un peu oubliée, encore timide, est en train de se redresser comme l'herbe longtemps foulée sous le talon. Elle redécouvre les aspirations régionales et l'immense réserve de la société par rapport à l'État. Elle n'est plus prête à troquer les libertés formelles contre les libertés réelles. Elle s'aperçoit qu'elle peut récuser son identification au jacobinisme en maintenant sa fidélité à l'esprit de la Révolution française. On va pouvoir à nouveau à gauche, et c'est un signe, plaider pour ou contre les Jacobins. Saluons la réouverture d'un débat.

Thermidor

ou le travail de l'oubli

Force est d'abord de justifier l'exiguïté apparente du sujet. Choisir de parler du travail de l'oubli dans la Convention thermidorienne¹ — quinze petits mois de notre histoire — et, circonstance aggravante, autour de quelques-unes de ses dates seulement, peut paraître frappé d'une minutie historienne exagérée. L'exemple n'en est pas moins, j'espère, intéressant à verser à nos débats.

Il est d'abord particulièrement accordé aux préoccupations d'une rencontre qui souhaite faire réfléchir sur les accommodements de la mémoire et de l'oubli. Il y a peu d'assemblées, en effet, dont les débats aient été à ce point liés au jeu de la mémoire et de l'oubli, à leur enjeu aussi, d'autant plus dramatique qu'il s'agit encore, à la lettre, de la vie et de la mort de chacun. Après la commotion de Thermidor, c'est dans une assemblée intoxiquée par sa mémoire que se déroulent les séances, parmi des hommes qui partagent les mêmes lourds souvenirs, dont le souci de dater atteint une précision maniaque. Barère prend ses collègues à

1. « Thermidor, l'impossible oubli » : telle était la conclusion que François Furet et Denis Richet proposaient à leur présentation générale de la Convention thermidorienne (François FURET et Denis RICHEL, *La Révolution*, tome II, Paris, Hachette, 1966). Le travail que j'avais consacré moi-même au « Discours de la Révolution sur elle-même, de Thermidor à Brumaire » (*Revue historique*, janvier-mars 1970), s'inscrivait dans la même problématique.

Je dois surtout dire ma dette à mes amis François Furet, dont le séminaire 1978-1979 aux Hautes Études avait été globalement consacré aux étapes de la déconstruction de l'idéologie jacobine dans l'époque thermidorienne, et Bronislaw Baczko qui, à l'intérieur de ce même séminaire, avait touché, comme cela nous est déjà arrivé fort souvent, à des centres d'intérêt frontaliers des miens : les exemples qu'il avait alors choisis (la légende de Robespierre-roi, le procès Carrier) étaient différents de ceux que j'ai retenus, mais son propos était parallèle au mien. Comme François Furet, il reconnaîtra dans l'article que voici le fruit que j'ai tiré de la discussion collective menée à ce séminaire.

Inédit. Communication au colloque de Saint-Maximin sur « La Mémoire et l'Oubli », octobre 1982.